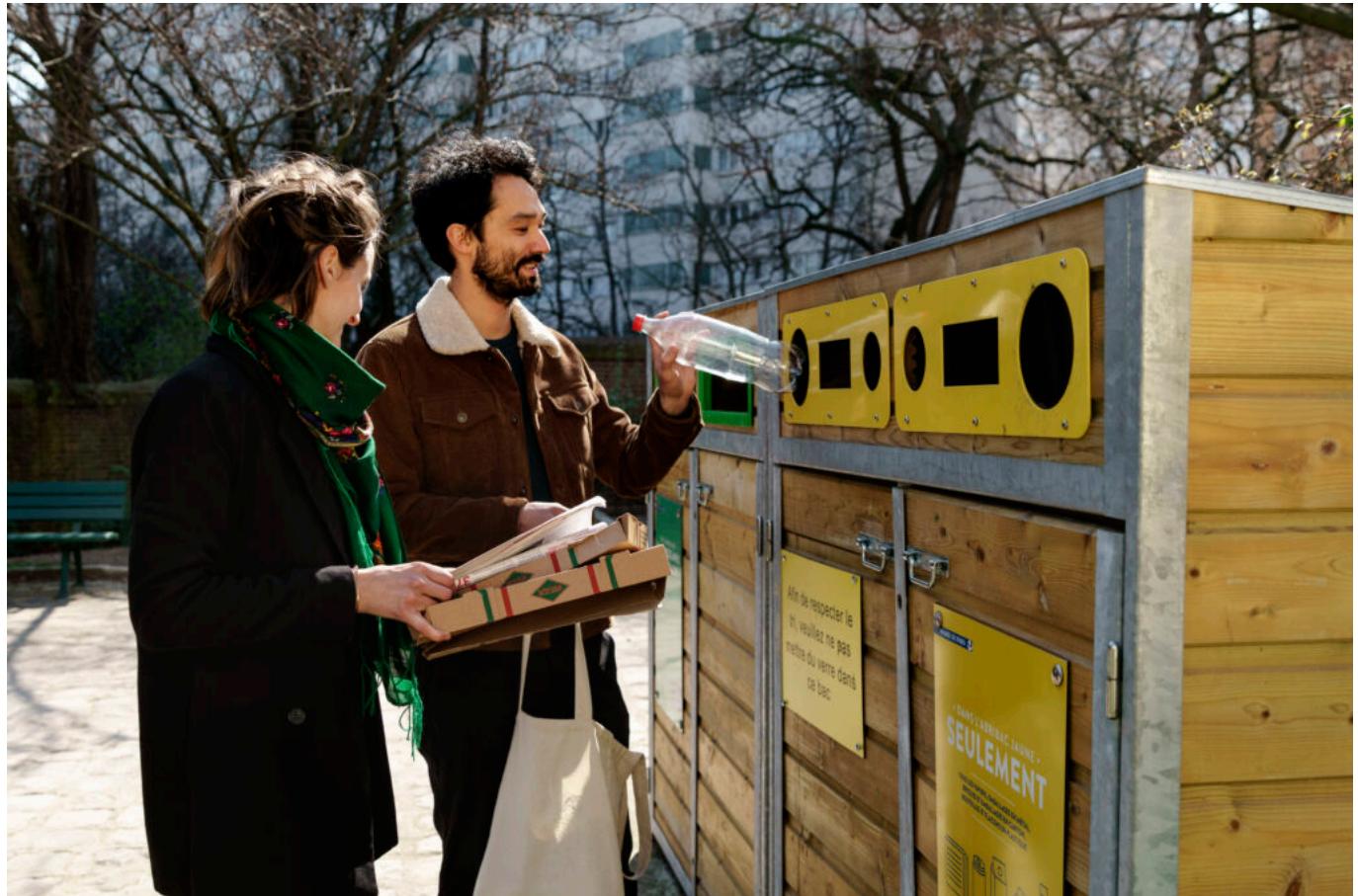


Ecrit par le 13 février 2026

Vaucluse : le tri progresse, mais la poubelle déborde encore



Dans le département du Vaucluse, le geste de tri s'amplifie mais reste encore insuffisant. En 2024, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur affichait une collecte de 56,3 kg d'emballages et de papiers par habitant, soit une progression de +8 % sur les emballages légers mais un niveau toujours loin de la moyenne nationale à 72 kg. Le Vaucluse, avec environ 69,5 kg par habitant, dépasse légèrement la moyenne régionale mais reste en-deçà des ambitions nationales. À l'heure où les collectivités dopent les dispositifs de collecte et que la réglementation sur les biodéchets se durcit, le défi est clair : capter ces emballages encore nombreux en ordures ménagères.

Le geste de tri s'impose peu à peu dans le Vaucluse. Grâce notamment aux efforts de [Citeo](#) — l'éco-organisme chargé de la collecte et du recyclage des emballages ménagers et papiers. Ainsi, la région

Ecrit par le 13 février 2026

Provence-Alpes-Côte d'Azur affiche, pour 2024, un gain de +8 % sur les emballages dits légers comme l'acier, l'aluminium, le carton, les plastiques : 20,3 kg collectés par habitant contre l'année précédente. En revanche, le verre reste à la traîne avec 26,4 kg/hab et les papiers graphiques reculent avec 9,6 kg/hab, -13 % du fait de la baisse des volumes mis en marché.

En Vaucluse

Dans le Vaucluse, ce positionnement est mieux qu'ailleurs dans la région : avec 69,5 kg d'emballages et papiers collectés par habitant, notre département se rapproche de la moyenne nationale avec 72 kg, même s'il reste en retard par rapport à certains voisins comme les Hautes-Alpes avec 114,9 kg, ou encore les Alpes-de-Haute-Provence avec 82,8 kg qui enregistrent les progressions les plus importantes. Mais ce potentiel s'accompagne d'un constat : un gisement conséquent d'emballages : verre, plastiques, aluminium subsiste encore dans les ordures ménagères résiduelles. Selon Citeo, environ 88 kg par habitant de ces déchets finissent dans la poubelle en région Sud.



Photo : © Pierre Antoine

Copyright Citéo

Trier plus et mieux

Pour inverser cette dynamique, les leviers sont nombreux et déjà engagés. Citeo mentionne la

Ecrit par le 13 février 2026

modernisation des centres de tri, la mise en place de la tarification incitative : un dispositif déjà lancé dans certains territoires de Paca, et l'extension des filières de réemploi et de collecte séparée. À l'échelle locale dans le Vaucluse, les politiques de collecte se renforcent. Par exemple, au sein de la Communauté de communes du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse, les colonnes de tri ont été largement renouvelées : l'installation de 67 nouvelles colonnes à L'Isle-sur-la-Sorgue à partir de novembre 2022 visait à faciliter le geste de tri des habitants et à réduire les erreurs : déchets verts, gravats, sacs-ordures qui nuisent à la qualité des matières recyclables. Parallèlement, des efforts de sensibilisation se poursuivent. L'association France Nature Environnement Vaucluse ([FNE 84](#)) rappelle que le tri des biodéchets deviendra obligatoire à compter du 1er janvier 2024 pour tous les détenteurs.

Dans le détail

En 2024, chaque Français a trié en moyenne 72 kg d'emballages ménagers et de papiers graphiques, dont 60 kg d'emballages et 12 kg de papiers. Le taux de recyclage pour l'ensemble des emballages ménagers atteint 69 %, une progression portée par le geste de tri des citoyens, mais insuffisant face aux objectifs européens. La recyclabilité des emballages progresse, 75 % des emballages plastiques seront recyclables d'ici fin 2025 (contre 65 % en 2024). Et cela grâce au déploiement de nouvelles filières, comme celle du polystyrène permettant de recycler les pots de yaourt par exemple.- Malgré ces progrès techniques, le taux de recyclage reste trop faible au regard de la contribution financière croissante des entreprises. En cinq ans, il n'a progressé que de 6 points entre 2019 (62 %) et 2024 (69 %), alors que l'éco contribution des entreprises a doublé.

Un long chemin

Le Vaucluse fait preuve d'un progrès indéniable dans le domaine du tri des emballages ménagers et des papiers. Toutefois, le chemin reste long pour rattraper les meilleurs élèves nationaux et atteindre les objectifs fixés par l'Union européenne. Avec un gisement encore important d'emballages enfouis dans les ordures ménagères et de nouveaux dispositifs à déployer : tarification incitative, consigne, optimisation des filières, l'enjeu n'est plus seulement technique, mais citoyen. À chaque poubelle jaune déposée, à chaque geste de tri bien effectué, c'est tout un territoire qui peut transformer sa manière de valoriser ses déchets et préserver ses ressources. Le Vaucluse a les atouts pour agir, reste à convertir l'effort en réflexe systématique.

Mireille Hurlin

Le BTP vauclusien entre stagnation et défis structurels : appel à une relance urgente

Ecrit par le 13 février 2026



Dans un entretien accordé à la rédaction de l'Echo du mardi, Daniel Léonard, président de la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) du Vaucluse dresse un diagnostic sans concession de la situation du secteur de la construction dans le département. Tandis que l'activité des travaux publics reste globalement stable, le bâtiment neuf et la rénovation plongent. Face à ce ralentissement, les acteurs du BTP réclament des mesures structurelles pour relancer investissements et chantiers dans le Vaucluse. Quant à la construction de son nouveau siège rue Jean Dausset à Avignon, la Fédé BTP 84 prendra possession des lieux début décembre.

Le secteur du bâtiment-travaux publics (BTP) du département du Vaucluse est à un tournant. Selon l'analyse de Daniel Léonard, la Fédération du BTP 84, qui rassemble près de 400 entreprises (et quelque 6 000 salariés), joue un rôle central dans l'économie locale, tant pour la construction neuve que pour la réhabilitation. Pourtant, les perspectives apparaissent aujourd'hui fragiles.

Un rôle structurant, des missions multiples

La Fédération se reconnaît trois missions principales : rassembler les entreprises de la construction et de la réhabilitation, renseigner quotidiennement ses adhérents et les représenter auprès des pouvoirs publics. Elle couvre l'ensemble de la chaîne : entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics, architectes, bureaux d'études, loueurs de matériels, marchands de matériaux, industriels, avocats.

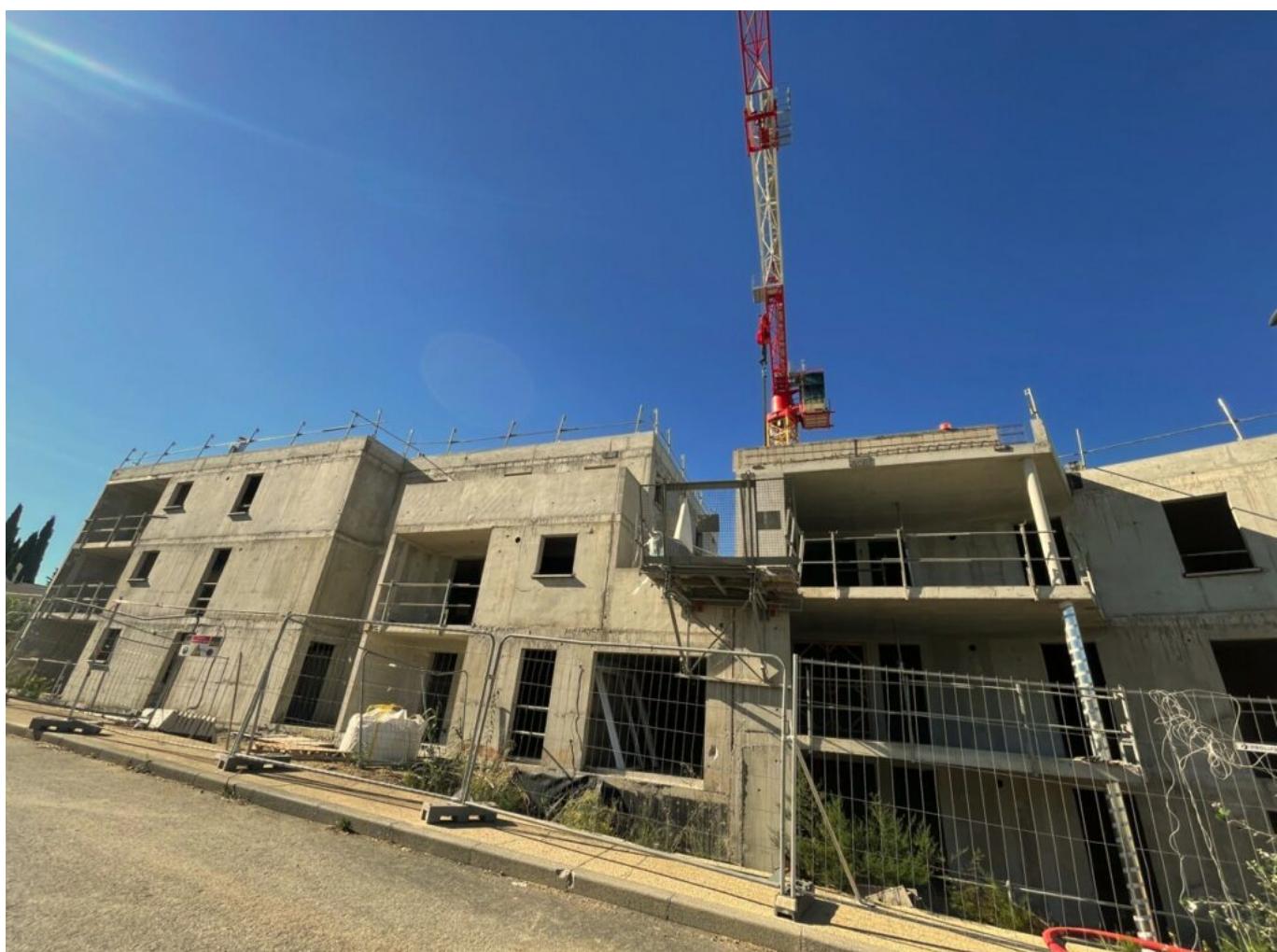
«Le BTP est un secteur clé de l'économie du département», affirme Daniel Léonard rappelant que la filière représente, «via ses adhérents, 50 % des effectifs salariés du BTP, dans le département». Il évoque le rôle majeur de la construction pour la création ou la rénovation de logements, d'écoles,

Ecrit par le 13 février 2026

d'infrastructures routières ou de réseaux d'énergie.

Une activité qui se grippe

Malgré l'importance du secteur, la dynamique s'essouffle. Sur le volet travaux publics, l'activité reste 'stable', sans envolée notable. Mais sur le bâtiment, en particulier sur le logement neuf et la rénovation, la situation est plus préoccupante : «on est sur une stagnation avec un léger fléchissement vers le bas. [...] Sur le diffus et l'individuel, là on est entre moins 40 et moins 50% d'activités.»



Copyright MMH

Conjoncture

Ce constat trouve un écho dans les données de conjoncture : selon une étude Vaucluse du [Cerc Paca](#), l'activité des travaux publics affichait -7,2 % sur un an au quatrième trimestre 2024. Par ailleurs, le secteur de la construction dans le département représente aujourd'hui 10 % des établissements et 10% des salariés, mais son effectif a diminué de 1 701 salariés sur deux ans ([selon une étude de la CCI 84](#)). Daniel Léonard pointe plusieurs explications : le peu de projets structurants en préparation, hormis

Ecrit par le 13 février 2026

quelques exceptions comme [la déviation d'Orange](#) et le [carrefour de Bonpas](#), un ralentissement global du bâtiment, et un manque d'élan nouveau.

Des freins multiples et combinés

Plusieurs obstacles freinent les entreprises locales : Le coût des matériaux et de la main-d'œuvre, qui s'ajoute à des surcoûts 'd'environ 10 %' liés aux normes environnementales telles que la [RE-2020](#) (réglementation environnementale), aux dispositifs de responsabilité élargie des producteurs ([REP](#), [gestion des déchets](#)) ou à l'inflation des matériaux liée notamment à la guerre en Ukraine. Le durcissement des conditions d'accès au crédit, malgré un léger recul des taux, les banques restant 'très prudentes et pointilleuses'. L'impact des dispositifs réglementaires comme la loi Zéro Artificialisation Nette ([ZAN](#)), qui, selon lui, pousse à la spéculation foncière et retarde les décisions : «ce qui est de plus en plus rare devient de plus en plus cher.» L'attentisme politique, entre un gouvernement sortant pilotant les affaires courantes, des élections municipales et présidentielles qui freinent les décisions et des maîtres d'ouvrage privés en attente de visibilité au regard de la fiscalité et des règles du jeu. Enfin, côté marché public, un signal faible : «seul [le secteur tertiaire](#) se maintient ; les marchés publics et privés ont beaucoup de mal à se lancer.»

Transition écologique et innovation : un potentiel mais un frein budgétaire

Sur les défis de la transition énergétique et de l'innovation, Daniel Léonard se veut modérément optimiste : «Les entreprises savent s'adapter et possède un réel savoir faire pour peu qu'on leur donne un cap.» La RE-2020 est désormais entrée dans les pratiques, les matériaux [bio-sourcés](#) sont en développement, le [BIM](#) et le [Lean](#) sont mis en œuvre. Mais l'obstacle majeur reste budgétaire : «Le frein aujourd'hui, c'est la prescription du [maître d'ouvrage](#) et son budget. L'entreprise, elle, sait faire, à condition qu'elle soit rémunérée à sa juste valeur.» Un autre point mis en relief concerne la commande publique : «Elle n'est pas suffisante» estime-t-il. Le président de la Fédé BTP84 insiste pour que les «maires-bâtisseurs», dont certains existent bien dans le département, soient encore soutenus.

Ecrit par le 13 février 2026



Les coulisses du bâtiment Copyright MMH

Formation, métiers et attractivité : un chantier d'avenir

Le secteur fait face également à une pénurie de main-d'œuvre, tant dans les métiers d'exécution que d'encadrement. Daniel Léonard évoque les métiers 'en tension' : compagnons expérimentés, plaquistes, peintres, électriciens, carreleurs... La Fédération développe des actions : accueil de jeunes sur des chantiers, partenariats avec les établissements scolaires et les [CFA](#) (Centre de formation d'apprentis) de la région, collaboration avec le [GEIQ BTP Vaucluse](#) pour raccrocher des jeunes adultes en reconversion. L'objectif : former la main-d'œuvre d'aujourd'hui et de demain. Par ailleurs, les événements '[Les coulisses du Bâtiment](#)' en octobre dernier ont reçu plus de 500 élèves et jeunes adultes ; 'Les [worldskills](#)', organisés en octobre dernier à Marseille avec 25 000 visiteurs ; 'les [BTP Days](#)', organisés à Avignon en juin 2025, a mobilisé plus de 100 exposants pour faire connaître les métiers.

Relance, visibilité et simplification : les priorités

Pour engager un redressement, Daniel Léonard identifie trois axes : Accélérer les décisions et réduire les

Ecrit par le 13 février 2026

délais : «Ce que l'on pouvait faire en un an prend aujourd'hui 3, 4 ans.» Soutenir les élus-bâtisseurs et donner de la visibilité aux maîtres d'ouvrage. Mettre la construction, le logement, l'infrastructure au cœur des débats publics : «Aujourd'hui, cela ne transpire pas dans les débats du budget.» Il rappelle que les défis sont aussi sociaux : le logement individuel reste plébiscité (78 % à l'échelle nationale), mais les conditions d'accès se dégradent.

En clair

Le secteur du BTP en Vaucluse traverse une phase délicate : si les travaux publics marquent une accalmie plutôt qu'une rupture, le bâtiment neuf et la rénovation connaissent un recul marqué. Dans ce contexte, la Fédération du BTP 84 insiste pour que le dialogue entre les opérateurs, les maîtres d'ouvrage et les collectivités s'amplifie et que l'enjeu de la commande publique, de la simplification administrative et de la formation soit placé au cœur de la stratégie de relance. Car sans une impulsion renouvelée, le chantier d'avenir du territoire risque de s'enliser dans l'attentisme.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 13 février 2026



Ecrit par le 13 février 2026

Copyright MMH

Vaucluse : les travaux prévus au mois de novembre



Travaux d'extension d'un collège, restructuration d'un centre sportif, ou encore fermeture de a route qui mène au sommet du Mont Ventoux. Quels travaux et interventions sont prévus par le [Département de Vaucluse](#) au mois de novembre ?

Au mois de novembre, le Département de Vaucluse a prévu de commencer des travaux au collège Vallée du Calavon à Cabrières d'Avignon avec la réhabilitation de la demi-pension, de la vie scolaire et des locaux des agents techniques. Le chantier, dont le coût prévisionnel s'élève à 905 800€, devrait durer 10 mois.

Ecrit par le 13 février 2026

Le centre sportif départemental de Pernes-les-Fontaines va, lui aussi, faire l'objet d'une restructuration à partir du mois de novembre avec une remise aux normes de l'accessibilité, une rénovation thermique, une remise à niveau sanitaire ainsi qu'une extension. Les travaux, dont le coût devrait s'élever à 4,26M€, vont durer 16 mois.

La semaine du 17 novembre, le Département devrait procéder à la fermeture annuelle de la RD974, route menant au sommet du Géant de Provence, en fonction de l'évolution de la météo.

Les chantiers en cours

- [Réparation du Pont sur l'Ouvèze](#), à Bédarrides. Les travaux ont débuté en juillet et devraient s'achever au cours du printemps 2026.
- [Aménagement du carrefour de Bonpas](#). Les travaux ont débuté en mai et se poursuivent. Un ouvrage d'art est en train d'être construit pour relier les voies Nord et Sud. Un nouveau carrefour giratoire est en train d'être aménagé sur la partie Est (en venant d'Apt), il devrait être mis en service à la fin de l'année.
- La déviation d'Orange entre le giratoire du Coudoulet et la route de Camaret. Les travaux sont en cours.
- [Restauration de la continuité écologique sur l'Aygues à Buisson](#). Les travaux ont débuté en août pour une durée de quatre mois.
- Réhabilitation du collège Lou Vignarès à Vedène. Les travaux se poursuivent au niveau de la salle polyvalente et du foyer jusqu'à la fin de l'année. Le chantier devrait s'achever en mars 2026, après les aménagements extérieurs.

Le RN et l'UDR main dans la main pour 2026, avant l'union des droites ?

Ecrit par le 13 février 2026



À dix-huit mois des municipales, le Vaucluse devient un laboratoire de la recomposition politique à droite. Le Rassemblement national et l'Union des démocrates pour la République (UDR), fondée par [Éric Ciotti](#), officialisent une alliance locale pour les élections municipales de 2026. Objectif : élargir leur socle électoral et séduire les électeurs déçus des Républicains. À Avignon, où la gauche voudrait continuer de tenir les rênes, la bataille s'annonce plus politique que jamais.

Le ton est donné : « C'est le début d'une collaboration durable entre le RN et l'UDR », annonce [Thierry d'Aigremont](#), conseiller régional RN, qui parle d'un « accord officiel sur des listes communes dans toutes les communes du Vaucluse ».

Une alliance scellée entre deux droites qui veulent peser

Cette alliance, inédite dans le département, entend « marier les forces des deux formations » autour de priorités partagées : sécurité, gestion rigoureuse des finances, défense de la ruralité et du patrimoine. À Avignon, la tête de liste RN, Anne-Sophie Rigault, reconduite pour 2026, intégrera donc des candidats UDR dans sa future équipe. Pour [Joseph Recchia](#), référent départemental UDR84, l'enjeu dépasse le simple calcul électoral : « Nous voulons rassembler les électeurs de droite qui ne se reconnaissent plus dans Les Républicains, devenus Macron-compatibles. » Et de préciser : « Dans le Vaucluse, nous comptons environ 500 membres UDR encartés. Le RN, lui, revendique près de 8 000 sympathisants. »

Le Vaucluse, bastion favorable au RN

Le département du Vaucluse a toujours constitué un terreau fertile pour le vote nationaliste. De Carpentras à Orange, en passant par Cavaillon, le RN y dispose d'un socle solide estimé entre 35 et 45 % selon D'Aigremont : « C'est notre base de départ. Seul, on ne gagne pas, mais avec nos alliés, on peut

Ecrit par le 13 février 2026

franchir un cap.» L'idée d'une droite unifiée séduit : le RN espère ainsi conquérir des communes «plus facilement prenables», selon le conseiller régional, citant Cavaillon comme possible objectif prioritaire. Mais la vraie bataille se jouera à Avignon, où la maire socialiste sortante Cécile Helle (PS) a annoncé qu'elle ne se représenterait pas et n'a pas, non plus, désigné officiellement de dauphin. En 2020, malgré une abstention record due à la pandémie (68 %), elle l'avait emporté au second tour avec 45,6% des voix, loin devant Anne-Sophie Rigaud (30%).

Retour sur dix ans de scrutins contrastés

Pour comprendre la stratégie de la droite locale, il faut remonter à 2014. Cette année-là, le FN (devenu RN) avait frôlé la victoire dès le premier tour : [Philippe Lottiaux](#) obtenait 29,6% des voix, quasiment à égalité avec la socialiste [Cécile Helle](#) (29,5 %). Au second tour, la gauche l'avait finalement emporté avec 47,5% contre 35% pour le FN.

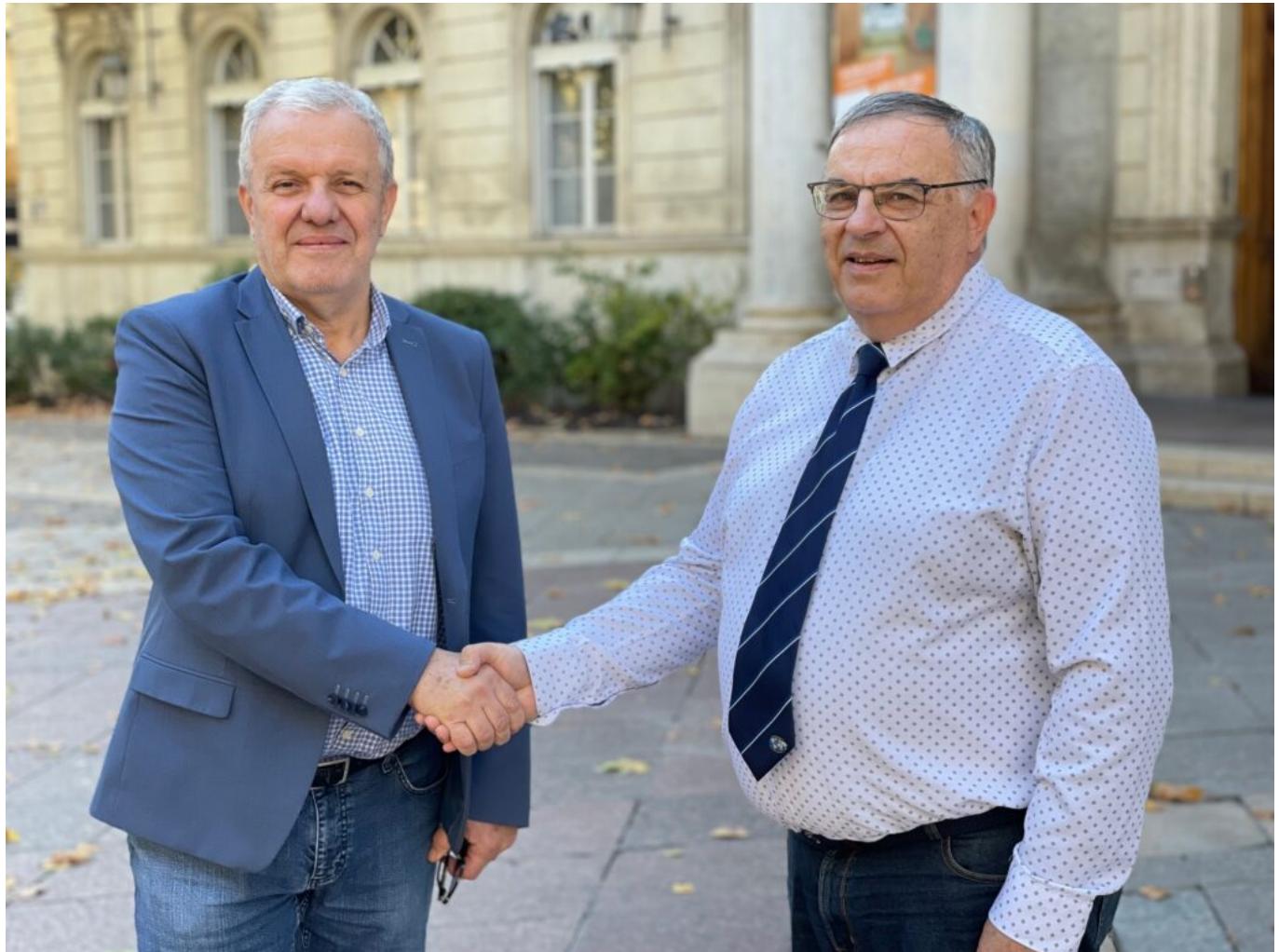
Des élections municipales marquées par la Covid-19

Six ans plus tard, en 2020, dans une ville paralysée par la peur du virus, le RN d'[Anne-Sophie Rigault](#) avait confirmé son implantation en rassemblant plus de 30% des suffrages au second tour, malgré une participation historiquement basse (31,8%). La pandémie avait faussé le jeu électoral : nombre d'électeurs âgés ou fragiles, craignant la contagion, étaient restés chez eux. Aujourd'hui, à l'approche de 2026, le contexte est tout autre : plus de crise sanitaire, mais un climat national marqué par la droitisation du débat public et la montée du RN dans les urnes européennes et législatives.

Une campagne 2026 déjà politisée

Ce nouveau scrutin s'annonce hautement politique. «C'est la première fois qu'une municipale aura lieu à un an seulement de la présidentielle,» souligne Thierry d'Aigremont. «Les candidats nationaux seront déjà en campagne, ce qui entraînera un vote plus politisé que jamais.» Dans ce contexte, l'alliance RN-UDR espère bénéficier d'un effet d'entraînement national. Les deux formations misent sur la dynamique présidentielle pour faire basculer des villes symboliques, dont Avignon, où l'incertitude demeure sur une éventuelle candidature de [Julien Aubert](#) (LR), ancien député du Vaucluse. S'il se lançait, la droite traditionnelle pourrait y jouer sa survie.

Ecrit par le 13 février 2026



Thierry d'Aigremont RN et Joseph Recchia UDR Copyright MMH

Perspectives et inconnues

Reste à savoir si cette union des droites séduira au-delà du cercle des convaincus. Car l'équation locale demeure complexe : entre un électoral populaire historiquement fluctuant et une gauche municipale solidement installée, le pari du «front de droite» pourrait aussi réveiller des résistances. La question de la participation sera centrale. Après le traumatisme de 2020, les partis savent qu'une victoire se joue désormais autant dans les urnes que dans la capacité à mobiliser un électoral démobilisé.

L'union fait-elle la force ?

À Avignon, le RN et l'UDR parient sur la convergence des droites pour bousculer un paysage figé depuis dix ans. Mais l'histoire électorale locale rappelle une leçon : en 2014 comme en 2020, c'est l'abstention — bien plus que la gauche ou la droite — qui a tranché le scrutin. Si l'alliance RN-UDR parvient à ramener aux urnes ceux qui s'étaient détournés de la politique, alors, oui, la partie pourrait être relancée. Et puis, le plan Faubourg, continuant d'exaspérer les avignonnais, le dernier mandat de Cécile

Ecrit par le 13 février 2026

Helle, pourrait bien faire rebasculer la ville, d'ailleurs, historiquement de droite.

Les huit actuels candidats en lice

Actuellement, les têtes de listes confirmées sont : **Anne-Sophie Rigault** : candidate officielle du Rassemblement National (liste RN) ; **Olivier Galzi** : ancien présentateur TV, sans étiquette Pour 'Avignon 2026' ; **Joël Peyre** : Parti radical de gauche ; **David Fournier**, pour le Parti socialiste ; **Paul-Roger Gontard** pour 'Mouvement confluences citoyennes' ; **Stéphan Fiori** 'Liste Entreprendre pour Avignon', **Benoît Belvalette** pour Place publique et **Mathilde Louvain** pour La France Insoumise.

La candidature suspens

La question de la candidature, aux élections municipales, de **Julien Aubert**, membre Les Républicains, ancien député de la 5^e circonscription de Vaucluse en 2012, réélu en 2017 mais battu en 2022, également ancien Conseiller régional de Paca de 2015 à 2021 reste posée.

En 2020,

lors du 1^{er} tour des élections municipales d'Avignon, pendant la pandémie de la Covid-19 et en plein confinement, sur une population de 91 921 habitants et 55 187 avignonnais inscrits sur les registres électoraux, **Cécile Helle** avec 'Avignon notre cœur, notre force' avait obtenu lors du second tour, 34,46% des votes exprimés avec 6 482 voix ; 'Avignon à cœur' avec **Anne-Sophie Rigault** avait obtenu 21,53% des votes exprimés avec 4 050 voix. 'Avignon écologique sociale et solidaire' avec **Jean-Pierre Cervantès** avait obtenu 15,56% des voix avec 2 627 voix.

Lors du second tour, **Cécile Helle** avait réuni 7 844 voix, soit 14,18% des inscrits pour 45,62% des votes exprimés. **Anne-Sophie Rigault** en avait réuni 5 169 soit 9,34% des inscrits et soit 30,06% des suffrages exprimés. Enfin, **Jean-Pierre Cervantès** avait séduit **2 629** votants soit, 4,75% des inscrits, soit 15,29% des votes exprimés.

Il y avait, alors, **55 285 inscrits** dont 37 668 abstentions soit 68,13% des inscrits. Les votants étaient au nombre de 17 617 soit 31,87% des inscrits. 424 votes blancs et nuls étaient dénombrés.

En 2014,

au 1^{er} tour des élections **Philippe Lottiaux** 'd'Avignon Bleu Marine' avait obtenu 29,63% soit 9 012 voix et **Cécile Helle** de 'Réinventons Avignon' 29,54% avec 8 985 voix. **Bernard Chaussegros**, sans étiquette, pour 'Ensemble Avignon' avait obtenu 20,91% de votes avec 6 359 voix.

Sur **54 953 inscrits** 57,16% avaient voté soit 31 409 personnes ; 42,84% s'étaient abstenus soit 23 544 et 55,34% votes avaient été exprimés soit 30 412.

Au second tour de ces élections de 2014, **Cécile Helle** avait obtenu 47,48% avec 16 578 voix ; **Philippe Lottiaux** avait obtenu 35,02% avec 12 230 voix et **Bernard Chaussegros** 17,5% avec 6 111 voix. Les votes blancs ou nuls étaient de 2,84% avec 1 022 voix.

Sur **54 958 inscrits** 65,4% avaient voté ; 34,6% s'étaient abstenus soit 19 017 ; et 63,54% s'étaient exprimés soit 34 919.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 13 février 2026

L'Église d'Ansouis en lice pour gagner le concours de la Fondation 'La Sauvegarde de l'Art Français'



L'Église d'Ansouis est en lice pour représenter la Région Sud dans le cadre de la collecte nationale pour le patrimoine religieux rural de la [Fondation 'La Sauvegarde de l'Art Français'](#). Si elle remporte assez de votes d'ici le 16 novembre, elle pourra obtenir une aide pour être restaurée.

Classée au titre des Monuments historiques depuis 1988, l'église Saint-Martin d'Ansouis date du XIII^e

Ecrit par le 13 février 2026

siècle. Jusqu'à présent, ses peintures murales intérieures, ses meubles religieux, autels et tableaux n'ont jamais été restaurés. « Aujourd'hui, ces chefs-d'œuvre sont en péril », alerte la mairie du village vauclusien.



©Commune d'Ansouis

Candidate de la collecte nationale pour le patrimoine religieux rural

Ainsi, la municipalité d'Ansouis a présenté sa candidature à la Fondation 'La Sauvegarde de l'Art Français' qui organise la collecte nationale pour le patrimoine religieux rural à laquelle les communes ont pu s'inscrire entre le 20 septembre et le 12 octobre derniers.

Deux édifices religieux en lice en Région Sud

L'Église d'Ansouis représente donc la région Sud aux côtés de la Chapelle Saint-Loup à Cabasse-sur-Issole dans le Var. C'est désormais au public de voter pour l'édifice de son choix. Celui qui aura obtenu le plus de vote se verra attribué une aide financière pour sa restauration. Les votes se clôtureront le dimanche 16 novembre.

Pour voter, [cliquez ici](#).

Ecrit par le 13 février 2026

L'ONF prépare l'avenir de la forêt domaniale du Toulourenc



Depuis le mois de juin, l'Office national des forêts (ONF) plante des arbres dans la forêt domaniale du Toulourenc, au Nord du Mont Ventoux afin de préparer l'avenir de la forêt.

Composée majoritairement de pins noirs d'Autriche issus de reboisement RTM (restauration des terrains en montagne) du XIXe siècle, la forêt domaniale du Toulourenc voit de nouvelles espèces plantées sur ses pentes. Un chantier technique opérée par les agents de l'ONF depuis juin dernier.

Ce sont donc 3 800 plants qui vont enrichir la forêt qui comporte aussi des érables, hêtres et aulnes de

Ecrit par le 13 février 2026

Corse. L'ONF a choisi de planter des cèdres de l'Atlas, des pins de Salzmann, ainsi que des sapins de Céphalonie, à savoir « des essences mieux adaptées aux conditions futures. »



©ONF

Une opération technique

La pente sur laquelle travaillent les ouvriers forestiers de l'agence travaux de l'ONF étant très prononcée, le chantier requiert des moyens exceptionnels et une haute technicité de la part des équipes.

Pour ce chantier, une pelle araignée a été utilisée pour broyer la végétation et préparer les potets, ainsi qu'un hélicoptère pour acheminer les plants, piquets et protections directement dans les trouées. La plantation, financée par l'État et le programme France Nation Verte, s'étalera jusqu'en 2026.

Ecrit par le 13 février 2026



Ecrit par le 13 février 2026



Les plants sont protégés par des grillages pour éviter d'être abimés par les cerfs, chevreuils et chamois présents sur le secteur. ©ONF

Ecrit par le 13 février 2026

Grande collecte solidaire des jouets : 19 points de collecte Vaucluse



Les éco-organismes [ecosystem](#) et [Ecomaison](#) organisent une grande collecte de jouets d'occasion sur tout le territoire français du samedi 1er au dimanche 30 novembre. 19 points de collecte seront répartis dans le Vaucluse.

L'opération 'Laisse Parler ton Cœur', organisée chaque année depuis 15 ans à l'occasion de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets qui se tient au mois de novembre, permet de donner une seconde vie aux jouets. Selon une étude réalisée par Ecomaison & Circana en avril dernier, 3 Français sur 10 jettent leurs jouets inutilisés à la poubelle alors qu'ils pourraient resservir.

Face à ce constat, [ecosystem](#) et [Ecomaison](#) organisent une grande collecte solidaire de jouets chaque année dans le but de promouvoir le don solidaire comme une solution responsable, mais aussi de faire

Ecrit par le 13 février 2026

des heureux à l'approche des fêtes de fin d'année. En 2024, ce sont près de 44 000 kg de jouets qui ont été collectés et distribués à 90 associations caritatives françaises.

Les points de collecte en Vaucluse

Cette année, plus de 700 points de collecte récupéreront des jouets. Parmi eux, 19 sont en Vaucluse. L'agglomération [Luberon Monts de Vaucluse](#) s'associe à l'opération et propose 9 points de collecte sur son territoire, dont 5 à Cavaillon, 1 à Cheval-Blanc, 2 à Lauris, et 1 à Vaugines. Les dons seront confiés à l'association locale Secours Populaire de Lauris.

Afin de permettre à tous les Vauclusiens de participer à cette collecte, d'autres magasins et associations du département prendront part à l'opération. Ainsi, il sera possible de déposer des jouets à Pertuis, Apt, L'Isle-sur-la-Sorgue, Avignon, Sorgues, Courthézon, Orange, Carpentras, Saint-Romain-en-Viennois, ou encore Bollène. Pour les habitants du bassin de vie d'Avignon, il y aura aussi un point de collecte à Villeneuve-lès-Avignon et un aux Angles.

Pour voir où se situent les points de collecte près de chez vous, [cliquez ici](#).

Pneus hiver obligatoires à partir du 1er novembre : ce qu'il faut savoir en Vaucluse

Ecrit par le 13 février 2026



Ce samedi 1er novembre, il faudra équiper son véhicule avec des pneus hivers, ou bien détenir des chaînes ou chaussettes à neige pour circuler dans certaines communes. Neuf communes vauclusiennes sont concernées par cette obligation.

Comme chaque année, le passage aux équipements hivernaux pour les véhicules se fait le 1er novembre. La Loi Montagne exige que les véhicules à quatre roues ou plus soient équipés de pneus hiver ou de chaînes ou chaussettes à neige pour circuler dans certaines communes des massifs montagneux afin de réduire les risques liés à la conduite sur routes enneigées ou verglacées. Ces équipements sont obligatoires jusqu'au 31 mars.

En Vaucluse, cela concerne neuf communes. Seule la commune de Beaumont-du-Ventoux requiert les équipements hivernaux continuellement entre le 1er novembre et le 31 mars. Pour les communes d'Aurel, Bédoin, Lagarde-d'Apt, Malaucène, Monieux, Saint-Christol, Saint-Trinit, et Sault, l'obligation n'est que partielle. En cas d'absence de neige ou de verglas, les dispositifs amovibles - chaînes ou chaussettes à neige - doivent tout de même être conservés à bord du véhicule.

Ecrit par le 13 février 2026

Panneau B58:

Entrée de zone d'obligation
d'équipements en période hivernale



Panneau B59:

Sortie de zone d'obligation
d'équipements en période hivernale



Les panneaux indiquant l'entrée et la sortie des zones l'entrée dans une zone où les équipements hivernaux sont obligatoires (totalement ou partiellement).

Depuis le 1er novembre 2024, seuls les pneus relevant de l'appellation 3PMSF sont admis en équivalence aux chaînes. Tous les pneus 4 saisons ne sont pas dans les règles, sauf ceux possédant un marquage du 'symbole alpin' illustré par une montagne à 3 pics contenant un flocon de neige.

Juliet®, la pomme 100 % bio et française qui veut croquer le marché

Ecrit par le 13 février 2026



Née en Vaucluse il y a plus de 20 ans, la variété Juliet s'impose comme la première pomme conçue, cultivée et commercialisée en France exclusivement en agriculture biologique. Développée par un collectif d'une vingtaine de producteurs en Vaucluse, Juliet ambitionne de faire valoir son caractère « pomme pas comme les autres » croquante, parfumée, écologique sur un marché de la pomme où la concurrence et les défis ne manquent pas. 22 000 tonnes de pommes Juliet ont été récoltées en 2024.

L'aventure Juliet commence en 1998, à la faveur d'une rencontre entre un pépiniériste passionné, Benoit Escande, et un technicien arboriculture à la Chambre d'agriculture de Vaucluse, Guilhem Sévérac. Ensemble, ils expérimentent dans le Vaucluse une variété qui se distingue par ses qualités agronomiques : fermeté, chair charnue, goût sucré, jutosité mais aussi par sa résistance naturelle aux principaux ravageurs du pommier. Ces atouts laissent entrevoir une adaptation idéale à l'agriculture biologique.

Un projet collectif

Très vite, Juliet ne reste pas un projet individuel : elle devient le moteur d'un collectif. Une association, Les Amis de Juliet, voit le jour en 2005, fédérant aujourd'hui près de 190 producteurs répartis sur environ 650 hectares de vergers en France. Leur cahier des charges exclut les herbicides et fertilisants chimiques de synthèse ainsi que les OGM (Organisme génétiquement modifié), un engagement fort, qui offre à Juliet une réelle identité.

Ecrit par le 13 février 2026



Autour de Georgia Lambertin, présidente de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse, des acteurs de la production de la pomme Juliet Copyright Pomme Juliet Communication

La production dans le détail

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, Juliet est cultivée à ce jour sur 143,9 ha : 84,75 ha par 18 producteurs dans le Vaucluse ; 28,52 ha par 10 producteurs dans les Bouches-du-Rhône ; 18,69 ha dans les Alpes-de-Haute-Provence et par 3 producteurs ; et 11,43 ha dans les Hautes-Alpes par 7 producteurs. Au départ des stations de conditionnement, les prix se situent autour de 2€ le kilo, selon calibre et conditionnement.

Un positionnement Bio et Français

Ce positionnement 'bio et français' devient l'axe central de la communication : Juliet n'est 'pas une pomme comme les autres', revendiquant une exclusivité 100% bio et exclusivement cultivée en France. Le parcours est valorisé comme symbole d'un terroir, d'un savoir-faire, d'une agriculture respectueuse de la nature. Dans l'interview qu'il a accordée, le président [Jean-Noël Carles](#) insiste sur 'le champ humain' de l'histoire, sur 'la fierté d'une pomme qui reste fidèle à ses valeurs', même face aux défis du marché.

Un marché ultra concurrentiel

Ecrit par le 13 février 2026

Mais cette belle histoire s'inscrit dans un contexte agro-économique où la pomme fait face à une forte concurrence. En France, la consommation annuelle d'achats de pomme atteint en moyenne 17,1 kg par ménage, et le marché national est estimé autour de 800 millions d'euros. Parallèlement, la production française de pommes fraîches atteint environ 1,56 million de tonnes en 2024, soit une légère baisse de 2 % sur un an, mais une progression de 6% par rapport à la moyenne 2019-2023.



Copyright Pomme Juliet Communication

La France, 3e en production sur la place européenne

Le terrain est ici féroce : la France occupe la troisième place européenne en volume de production, derrière la Pologne et l'Italie. Et la concurrence ne vient pas seulement des grands voisins : les pommes

Ecrit par le 13 février 2026

polonaises, par exemple, sont accusées de 'déstabiliser' le marché français en proposant des calibres à des prix défiant ceux des exploitations françaises, au détriment des producteurs nationaux soumis à des contraintes plus strictes en termes de pesticides et normes.

De la pomme à la transformation

De plus, la part importante des fruits déclassés -souvent redirigés vers la transformation plutôt que le marché frais- montre la fragilité de la production face aux conditions météorologiques, aux coûts de production et aux logiques de distribution. Dans ce cadre, Juliet mise sur ses attributs différenciant : exclusivité bio, origine française, qualité gustative, savoir-faire collectif. La pomme Juliet se décline aussi en jus de pomme bio sans sucres ajoutés, en pétillant bio idéal pour les moments festifs, en cidre bio au goût sec et affirmé, purées -y compris en gourdes pratiques- et en vinaigre de cidre bio. Chaque produit conserve la même exigence de qualité et d'origine 100 % française. Mais le chemin reste semé d'embûches : pouvoir d'achat des ménages contraint, multiplication des variétés, pression sur les prix et enjeux de conformité environnementale pèsent sur la filière.

La promesse ? Une pomme engagée, locale, bio et surtout... délicieuse

Juliet incarne aujourd'hui une belle promesse : celle d'une pomme résolument engagée, locale, bio, conçue pour affronter un marché exigeant. Son histoire, née dans le Vaucluse, portée par des professionnels de la filière agraire convaincus, en fait un symbole d'authenticité dans un univers agricole sous tension. Mais pour que cette variété tienne sa place, il ne suffira pas de compter sur ses qualités intrinsèques : il faudra aussi que le marché la reconnaîsse, que les distributeurs l'accompagnent et que les consommateurs la valorisent face à une concurrence féroce.

Ecrit par le 13 février 2026



Copyright Pomme Juliet Communication

Un pari sur l'avenir

Dans un marché de la pomme aussi concurrentiel que celui de la France et de l'Europe, le pari est ambitieux, mais la pomme Juliet pourrait bien avoir toutes les cartes en main pour faire la différence. La pomme Juliet est également solidaire des hommes, ainsi 3 194 unités de produits transformés sont distribués à l'Aide alimentaire.

Sources : lapomme.org ; Made in France ; Terre-net ; La France Agricole ; Agreste...

Les infos pratiques

Association les amis de Juliet®. 594, zone Porte du Quercy 47 500 Montayral. 05 53 75 14 53
contact@pomme-juliet.bio

Mireille Hurlin

Ecrit par le 13 février 2026



Copyright Pomme Juliet Communication